



## **Nouvelles destructions de capacités de production et d'emplois en France, en Allemagne et en Ecosse : Vallourec poursuit la délocalisation de ses activités hors Europe, avec des financements publics !**

Enième restructuration annoncée par le groupe français Vallourec, spécialiste mondial des tubes sans soudure :

- Fermeture des sites allemands d'ici fin 2023 (2400 salariés),
- Fermeture du site écossais (70 emplois),
- En France (production et fonctions supports) :
  - Fermeture de la tuberie de St Saulve (100 salariés).
  - Une centaine d'emplois supprimés à Aulnoye-Aymeries.
  - 60 emplois au centre de services partagés de Valenciennes.
  - 65 emplois au siège de Meudon.

Ce projet est totalement inacceptable :

1. Vallourec n'est pas en difficulté sur ses marchés : le pétrole&gaz connaît un rebond, y compris en Europe et le savoir-faire de Vallourec doit servir la transition énergétique (géothermie, éolien, hydrogène, captage carbone ...). Il a donc des marchés à court, moyen et long terme ! Le groupe a redressé ses résultats financiers en 2021. C'est donc un renforcement du groupe qu'on serait en droit d'attendre, et non l'inverse.
2. Le groupe a bénéficié de fonds publics considérables, notamment en France, depuis 2005 : près d'1 milliard d'euros, entre opérations de recapitalisations et crédits d'impôts de toutes sortes. Il a également obtenu l'an dernier un Prêt Garanti par l'Etat (PGE), d'un montant de 262 millions d'euros. Parallèlement, sans complexe, Vallourec devrait annoncer un programme de rachat d'actions pour soigner ses actionnaires !

Vallourec poursuit en réalité la délocalisation de ses activités européennes vers les Etats-Unis, le Brésil et l'Asie, stratégie qu'il affirme de manière décomplexée ces dernières années. Une stratégie accentuée depuis la récente montée en puissance du fonds de pension américain Apollo au capital du groupe, reléguant la BPI au rang de spectateur avec 2% du capital, alors qu'elle en détenait 15%. Apollo, souvenez-vous, c'est ce même fonds qui a pompé Ascométal, dans les aciers spéciaux, sans rien injecter, laissant le groupe en grande difficulté, comme d'autres proies en France.

Pour la CGT, au-delà du plan annoncé, c'est la totalité des quelque 1500 emplois que compte le groupe en France qui sont menacés, par les effets dominos induits et la désorganisation orchestrée. La France est en effet dépendante depuis plusieurs années des productions allemandes, après les fermetures d'aciéries et laminiers cautionnés par nos précédents gouvernements (St Saulve, Deville Rouen, ...). C'était en 2016, sous la coupe d'Emmanuel Macron, alors ministre de l'économie. Idem en 2018 avec d'autres fermetures d'entités en France.

Le groupe ose déclarer que la livraison de tubes en Europe en provenance du Brésil améliorera l'empreinte carbone : chacun appréciera l'argument !

Ces annonces de Vallourec constituent un nouveau scandale politico-industriel dans le pays, après ceux de Général Electric et Alstom. Où sont les actes de ce gouvernement qui, « en même temps », affiche la volonté de relocaliser les actifs industriels stratégiques ?

Le bassin Valenciennois, notamment, risque d'être particulièrement impacté, économiquement et socialement, si on laisse faire.

La CGT va créer les conditions d'une mobilisation générale des salariés du groupe, avec leurs homologues français et européens.

La CGT appelle le gouvernement à intervenir auprès de Vallourec pour bloquer cette nouvelle restructuration et reprendre la main sur la stratégie : il en a le pouvoir, d'autant plus avec les fonds publics considérables qui ont été injectés. Question de volonté politique !